



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Bulletin électronique

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2004 No.23

Dans ce numéro:

- Évaluation de la transparence budgétaire dans 36 pays
- Demande citoyenne pour la transparence et la responsabilité budgétaire, Mexique
- Enquête sur une fraude dans le budget local en Indonésie
- Soulagement de la dette multilatérale pour les objectifs du millénaire
- Opportunités de transparence budgétaire au Kirghizstan
- Aperçu du budget 2005 de l'Argentine
- Atelier budgétaire Oxfam/Idasa, Sénégal
- Nouvelles publications sur les budgets et les droits de l'homme
- Nouveautés dans la bibliothèque de l'IBP
- Annonces

Évaluation de la transparence budgétaire dans 36 pays

L'IBP a publié une nouvelle étude, *Les budgets ouverts à la compréhension et au débat publics, Résultats dans 36 pays* ("Opening Budgets to Public Understanding and Debate Results from 36 Countries"). Il se base sur des réponses d'organisations de la société civile au Questionnaire sur le Budget Ouvert ("Open Budget Questionnaire") développé par l'IBP pour évaluer l'accès public à l'information budgétaire et l'ouverture du processus budgétaire d'après les organisations de la société civile. Les résultats de l'étude ont pour but de contribuer à poursuivre les efforts pour renforcer la transparence budgétaire autour du monde.

L'étude évalue l'ouverture du budget selon trois catégories majeures. La première catégorie couvre les documents que le gouvernement devrait rendre publics pour permettre à la société civile de comprendre et d'analyser la proposition budgétaire du pouvoir exécutif.

La seconde catégorie vérifie quels documents le gouvernement rend publics pour permettre à la société civile de surveiller et d'évaluer l'implantation du budget.

La troisième catégorie examine si les pays encouragent l'implication du public et du pouvoir législatif dans le processus budgétaire à travers des actions telles que tenir des audiences législatives sur le budget qui seraient ouvertes au public ou en donnant au pouvoir législatif suffisamment de temps pour débattre sur le budget. Cette étude cherche également à savoir si le pouvoir exécutif publie un document pré budgétaire dans lequel il expose les

paramètres des dépenses et des revenus qu'il utilise dans la formulation de sa proposition budgétaire.

L'étude inclut les résultats suivants:

- Les pays enquêtés ont de bien meilleures qualifications dans le premier des trois champs étudiés: la proposition budgétaire du pouvoir exécutif. Les documents liés au budget de l'exécutif sont régulièrement communiqués au public et contiennent généralement des quantités significatives d'informations sur au moins les budgets de l'année en cours et de l'année précédente. Cependant, il existe aussi de sérieuses insuffisances. Les gouvernements devraient fournir au moins une image claire et compréhensible de leurs positions fiscales comme partie à part entière de leurs propositions budgétaires.
- Beaucoup moins de pays enregistrent des pratiques positives dans la seconde aire examinée: la publication de rapports publics qui surveillent le budget alors qu'il est en train d'être implanté ou évaluent le budget une fois l'année fiscale achevée. Sans ces documents, le public et la société civile ne peuvent pas évaluer facilement les résultats budgétaires, notamment comment les fonds publics ont été dépensés.
- Les résultats les plus faibles, dans la plupart des pays enquêtés, concernent la dernière catégorie: les efforts de l'exécutif pour faciliter la compréhension du budget et le débat public. La plupart des pouvoirs exécutifs ne fournissent pas l'information au public et au pouvoir législatif qui permettrait de rendre le budget (et les politiques publiques qu'il implique) plus compréhensible. Sans une telle information, un débat ample et informé sur les priorités fiscales de la nation est impossible. En outre, des voies officielles pour un apport du public et du pouvoir législatif dans le processus budgétaire tendent à manquer.

Un certain nombre de pays – tels que la Slovaquie et l'Afrique du Sud – ont été capables de développer des systèmes budgétaires ouverts dans une période de temps relativement courte, indiquant que le progrès sur ces problèmes est faisable. En fait, de nombreux pays pourraient accomplir des progrès substantiels avec peu d'efforts; notamment en rendant publics certains des documents budgétaires que le pouvoir exécutif produit régulièrement pour des utilisations internes. Ce simple pas en avant augmenterait de façon significative l'ouverture des processus budgétaires dans de nombreux pays.

Les résultats du questionnaire sur le budget ouvert sont disponibles sur le site Internet de l'IBP sur <http://www.internationalbudget.org/openbudgets/index.htm>. L'IBP reçoit volontiers les remarques sur les résultats obtenus et espère que celles-ci contribueront à l'extension de l'effort de transparence à d'autres pays dans un futur proche, alors que la question de la transparence budgétaire reçoit une attention grandissante autour du monde.

Pour davantage d'informations, contacter Pamela Gomez à gomez@cbpp.org.

Demande citoyenne pour la transparence et la responsabilité budgétaire, Mexique

Lors de la discussion budgétaire pour l'année fiscale 2003, la Chambre des Députés a concédé des ressources budgétaires supplémentaires de 600 millions de pesos pour la santé des femmes et d'autres programmes. De cette somme, 30 millions de pesos originellement destinés au combat contre le VIH/SIDA ont été attribués par le Ministère de la santé à

l'organisation privée « Pro-Vida » pour installer et renforcer des centres d'aide pour la femme.

Le financement d'une organisation privée avec des fonds publics contredit la politique publique de la santé; c'est pourquoi, six organisations de la société civile ont commencé une enquête sur ce sujet. Ils ont débuté leur recherche en essayant d'obtenir les documents nécessaires concernant l'irrégularité commise par le député Luis Pazos, Président de la Commission Budgétaire. Cependant, le manque de transparence du pouvoir législatif les a empêchés d'avoir accès à tous les documents nécessaires.

Avec l'entrée en vigueur de la loi sur la transparence et l'accès à l'information publique, en juin 2002, les organisations ont pu obtenir les informations et documents suivants:

- une demande de financement de « Pro-Vida » présentée au Ministère de la santé le 3 décembre 2002
- la confirmation de la part du Ministère des finances du fait que 30 millions de pesos ont été attribués au comité national de « Pro-Vida »
- la confirmation de la part du Ministère de la santé du fait qu'en 2004 ont été encore attribués 30 millions de pesos à « Pro-Vida »
- l'accord signé entre l'administration responsable de l'attribution des financements et « Pro-Vida »
- un rapport sur l'impact financier et social de l'attribution des ressources
- un dossier financier de 6525 pages contenant les reçus qui démontrent la dépense de 30 millions de pesos

Comme les ressources de 2003 avaient déjà été utilisées, les organisations ont décidé de rechercher comment l'argent a été dépensé. Leurs conclusions ont clairement démontré une malversation des fonds publics.

Plus de 80% des ressources ont été utilisées pour louer les services d'une entreprise de publicité, d'une compagnie importatrice de mobilier et d'équipement médical et d'une salle des fêtes. Ces trois entreprises sont liées à « Pro-Vida », elles partagent son adresse, son téléphone et son directeur administratif. Les organisations de la société civile ont également obtenu des documents confirmant l'achat de stylos, vêtements et articles de luxe. En outre, les reçus montrent de sérieuses inconsistances, telles que leur impression deux mois après l'acquisition des produits.

Les résultats de cette enquête ont été rendus publics, puis les organisations de la société civile ont lancé une campagne sur la transparence soutenue par 700 organisations à travers le pays. Celle-ci exigeait que:

- le Ministère de la Santé explique publiquement les raisons de financer une organisation privée
- le gouvernement auditionne la dépense des ressources et clarifie les responsabilités
- les 30 millions de pesos soient restitués et réintégrés au budget de la lutte contre le VIH/SIDA
- le pouvoir législatif légifère pour empêcher les agences du pouvoir exécutif de décider arbitrairement de comment les fonds publics doivent être utilisés

La campagne a fait l'objet de l'attention des médias nationaux pendant deux semaines, en occupant la première page de dix quotidiens, et en constituant l'information principale de vingt chaînes de radios et sept chaînes de télévision. Sous la pression du public, le Congrès a voté à l'unanimité en faveur des mesures suivantes:

- la comparution du Ministère de la santé devant le Congrès et l'explication de la décision concernant les 30 millions de pesos
- l'accélération de l'audit officiel qui est actuellement en cours de réalisation
- la création d'une commission spéciale bicamérale pour enquêter sur le cas depuis le début

Dernièrement, le Ministère de la Santé a demandé le retour des 30 millions de pesos et a annulé son contrat avec « Pro-Vida », en suspendant la distribution de fonds à l'organisation pour 2004 et 2005.

Cet exemple de surveillance citoyenne est analysé par des intellectuels renommés et est devenu un sujet populaire parmi le public en général. Les organisations de la société civile impliquées ont décidé de continuer cette initiative en poursuivant la surveillance des accords réalisés par les pouvoirs législatif et exécutif (tout particulièrement le Ministère de la Santé et le contrôleur interne).

Pour davantage d'informations, contacter Helena Hofbauer à helena@fundar.org.mx.

Enquête sur une fraude dans le budget local en Indonésie

Selon l'Institut d'Études de la Gouvernance de Bandung (BIGS), une ONG basée dans Java de l'ouest, en Indonésie, des membres du parlement local de Bandung sont suspectés d'être impliqués dans le détournement de presque un million de dollars issus des fonds locaux durant l'année fiscale 2001-02. Il ne s'agit pas d'un cas isolé; des problèmes similaires ont été identifiés dans d'autres régions, dont Padang (Sumatra de l'ouest), Kendari (Sulawesi du nord), Cirebon, Ciamis et Garut (Java de l'ouest), et Surabaya (Java de l'est).

Durant les trois derniers mois, BIGS a lutté pour conduire les 45 membres du parlement local de Java de l'ouest devant la cours locale. Le cas est aujourd'hui étudié par le procureur général local. Cependant, existe la grande préoccupation que le cas ne soit pas traité comme il se doit, à cause du manque de force de la loi et de la corruption sévissant dans les institutions judiciaires de l'Indonésie. Pour surveiller le travail du procureur général, BIGS a rendu visite au bureau du procureur général toutes les deux semaines.

BIGS a reçu le soutien des médias et du public pour promouvoir une plus forte responsabilisation du gouvernement, malgré les pratiques héritées du régime autoritaire de Suharto. A sept occasions le quotidien Pikiran Rakyat a consacré la première page au cas de corruption du parlement local. Les citoyens ont également répondu de manière positive, en écrivant des lettres au journal pressant le procureur général et l'administrateur de la cour de faire leur travail de manière transparente, participative et responsable. En outre, des fonctionnaires publics ont prononcé des encouragements (bien que discrètement, à cause du risque de perdre leur poste s'ils montrent leur appui plus ouvertement).

Pour davantage d'informations, contacter Dedi Haryadi de BIGS à big@bdg.centrin.net.id.

Soulagement de la dette multilatérale pour les Objectifs du Millénaire

Gordon Brown, le chancelier britannique du Trésor ("the Exchequer and International Monetary Fund chairman"), a annoncé que le Royaume-Uni paierait la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement l'équivalent de la portion de la dette multilatérale qu'ont envers lui des pays aux faibles revenus entreprenant des réformes économiques. Cela représente 10% de la dette totale due à la Banque Mondiale et d'autres banques de développement, ou autour de 7% de toute la dette des nations les plus pauvres.

Brown a longtemps fait la promotion de politiques pour résoudre la crise de la dette internationale, notamment d'une proposition pour soulager entièrement la dette bilatérale que des pays très endettés ont directement envers le Royaume-Uni.

La nouvelle initiative peut être un pas significatif dans l'orientation des ressources nécessaires pour réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire et pour permettre aux gouvernements aux faibles revenus de consacrer une plus grande proportion de leur budget à la santé, l'éducation et aux programmes sociaux. La proposition est ouverte seulement aux pays qui démontrent que les sommes économisées seront alors utilisées pour réaliser les Objectifs du Millénaire. Parmi ces pays sont ceux qui ont fait partie de l'initiative pour les pays pauvres très endettés ("Heavily Indebted Poor Countries Initiative") - le Bénin, la Bolivie, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Ghana, la Guyane, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Nicaragua, le Niger, le Sénégal, la Tanzanie, et l'Ouganda - ainsi que d'autres pays tels que le Vietnam et l'Arménie, où la Banque Mondiale a évalué la capacité du pays à recevoir un appui budgétaire direct.

L'initiative du Royaume-Uni, qui a été bienvenue par des agences d'assistance, a également pour but d'encourager d'autres créditeurs importants - tels que les États-Unis, le Japon et l'Allemagne - à lever le poids des paiements de la dette pour les pays en développement. La proposition de Brown est un rappel puissant de la responsabilité partagée par les pays développés et par ceux en voie de développement pour réaliser les objectifs du millénaire et faire progresser le développement social. Pour lire la conférence de presse de Gordon Brown du 2 octobre aux rencontres Banque Mondiale-FMI de cette année, aller sur: <http://www.imf.org/external/np/tr/2004/tr041002.htm>.

Opportunités pour la transparence budgétaire au Kirghizstan

En septembre, Jim St. George de l'IBP et Predrag Bejakovic de l'Institut des Finances Publiques de Croatie ont passé huit jours au Kirghizstan où ils travaillaient en collaboration avec la fondation Soros du Kirghizstan pour promouvoir la transparence budgétaire. La visite incluait quatre jours de rencontres pour évaluer les conditions pour le travail budgétaire au Kirghizstan et une conférence sur le budget de trois jours financée par la fondation Soros et à laquelle ont assisté des fonctionnaires gouvernementaux, des membres du Parlement, et des représentants de la société civile.

La partie de la visite consacrée à l'évaluation a permis d'établir que de remarquables opportunités pour le travail budgétaire existent au Kirghizstan. Il existe plusieurs organisations de la société civile dans le pays qui seraient à même d'effectuer ce travail avec beaucoup de compétence. En outre, le Ministère des finances semble enthousiaste à

l'idée de travailler avec la société civile pour l'amélioration de la transparence budgétaire, et la fondation Soros s'est engagée à favoriser des avancées dans cette voie.

Après ces rencontres, St.George et Bejakovic ont rejoint 50 personnes du Kirghizstan pour une conférence de trois jours portant sur la transparence budgétaire au lac Issyk-Kul, dans les montagnes de Tian Shan. Outre les représentants de la société civile, sont venus le Ministre et le Ministre délégué des finances, le Ministre des affaires locales, le président du comité budgétaire du Parlement, et d'autres membres à la fois du pouvoir exécutif et du parlement. St.George et Bejakovic ont présenté des sessions sur le travail budgétaire appliqué, ainsi que Meruert Mahkmutova du Centre de recherche sur les politiques publiques du Kazakhstan. Le résultat a consisté en un échange d'idées remarquablement franc et en des discussions sur les perspectives pour le travail budgétaire et la transparence. Il est intéressant de noter que le gouvernement semblait plus concerné par l'extension de la transparence budgétaire que la société civile elle-même.

Les participants ont quitté la rencontre avec une conscience plus ample des possibilités qui pourraient surgir d'une plus grande transparence budgétaire, ainsi qu'avec l'engagement explicite du Ministère des finances de travailler avec la société civile sur l'ouverture du processus budgétaire et l'augmentation de la participation publique.

Pour davantage d'informations, contacter Jim St.George à stgeorge@cbpp.org.

Aperçu du budget 2005 de l'Argentine

La proposition budgétaire de l'exécutif pour 2005 a été présentée au Congrès argentin le 15 septembre. Le budget, qui prévoit une hausse favorable de 4% du PIB, consacre un montant significatif de la hausse attendue des revenus au remboursement de la dette. Il prévoit également l'augmentation des dépenses dans plusieurs secteurs, de 9.4% pour la sécurité sociale, de 52% pour les infrastructures publiques, de 15% pour l'éducation, et de 11% pour la sécurité et la défense.

Selon le CIPPEC (Centre pour l'Implantation de Politiques Publiques pour l'Équité et la Croissance), une caractéristique très positive du budget est qu'il fournit des prévisions macroéconomiques réalistes pour la première fois depuis de nombreuses années. Cependant, d'autres éléments importants du budget méritent une attention particulière:

- Le budget contient une proposition pour permettre au chef de Cabinet de modifier les utilisations publiques sans égard aux dispositions d'autres lois.
- Alors que les dépenses sociales augmentent selon les prévisions en termes réels, leur part dans les dépenses totales va diminuer.
- La surveillance de l'implantation du budget reste une question clé. Selon une étude réalisée en août 2004, seulement 56% des fonds destinés à des programmes sociaux ont été dépensés; ce problème affecte tout particulièrement les secteurs de la santé et du bien-être.

Pour trouver une analyse préliminaire complète sur la proposition budgétaire de l'Argentine (en espagnol), aller sur: www.cippec.org/espanol/fiscal/archivos/lupa/informes/analisis_preliminar.pdf.

Atelier budgétaire Oxfam/Idasa, Sénégal

Du 20 au 22 septembre, l'office régional en Afrique de l'ouest d'Oxfam Amérique, en coopération avec l'Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud (Idasa), a organisé un atelier régional de formation sur le travail budgétaire appliqué à Dakar, au Sénégal. L'atelier a rassemblé un groupe d'organisations partenaires d'Oxfam de Guinée-Bissau, du Burkina Faso, de Gambie, de Guinée, et du Mali, ainsi que des représentants de plusieurs organisations sénégalaises, pour renforcer leur capacité d'analyse budgétaire.

Durant la formation introductive et intensive de trois jours ont été traités les concepts et l'analyse budgétaires basiques, notamment les applications pratiques de calculs quantitatifs basiques. La gestion des dépenses publics et les cadres de dépenses à moyen terme ("Medium Term Expenditure Frameworks") furent deux autres thèmes traités. Les participants ont exploré le rôle de la société civile dans le processus budgétaire dans les pays africains francophones et ont passé en revue les pratiques et les instruments pour s'engager dans des initiatives budgétaires appliquées et travailler avec les concepteurs des politiques publiques.

L'atelier est la première étape vers une initiative budgétaire plus ample d'Oxfam Amérique pour augmenter la connaissance et les compétences des participants dans la surveillance et l'évaluation des politiques et programmes gouvernementaux dans le contexte d'initiatives de réduction de la pauvreté.

Pour plus d'informations, contacter Ibrahima Thiam, directrice régionale de l'office régional en Afrique de l'ouest d'Oxfam, ithiam@oxfamamerica.org, ou Maritt Claassens, directrice du Projet Budgétaire Africain ("Africa Budget Project"), maritt@idasact.org.za.

Nouvelles publications sur les budgets et les droits de l'homme

Monitoring Child Socioeconomic Rights in South Africa: Achievements and Challenges (« La surveillance des droits socioéconomiques de l'enfant en Afrique du Sud: réalisations et défis ») a été publié en juillet par l'unité des budgets pour l'enfance de l'Institut de la Démocratie en Afrique du Sud (Idasa). Ce livre observe les programmes gouvernementaux de l'Afrique du Sud visant à délivrer une nutrition basique, des services de santé, des services sociaux, et de l'éducation aux enfants, en comparant ces efforts avec les idéaux présentés dans la Constitution et avec les obligations du gouvernement en tant que signataire de la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant.

L'unité des budgets pour l'enfance a également publié un rapport annexe innovant, *Children's Participation in Monitoring Socioeconomic Rights* (« La participation des enfants dans la surveillance des droits socioéconomiques »), qui se concentre sur la participation des enfants dans l'étude de l'Idasa. Dans ce rapport, les enfants vivant dans la pauvreté discutent de comment le gouvernement peut améliorer la qualité de leur vie et de celle de leurs parents.

Pour davantage d'informations sur ces publications ou d'autres, visiter le site Internet de l'Idasa: <http://www.idasa.org.za/index.asp?page=publications.asp> ou contacter Judith Streak à judith@idasact.org.za.

Dignity Counts (« La dignité compte ») est un guide sur l'utilisation de l'analyse budgétaire pour faire progresser les droits de l'homme, et a été élaboré récemment par Fundar - centre d'analyse et de recherche, l'IBP, et le "International Human Rights Internship Program" (programme d'échange international pour les droits de l'homme). Il utilise l'étude d'un cas réel pour explorer comment l'analyse budgétaire peut être utilisée pour évaluer l'accomplissement par un gouvernement de ses obligations en matière de droits de l'homme et pour formuler des recommandations spécifiques quant au budget qui pourraient permettre l'amélioration de la situation des droits de l'homme.

Dignity Counts se concentre sur le droit à la santé au Mexique, mais son analyse est applicable à d'autres droits de l'homme (tels que l'éducation ou le logement) et à d'autres contextes nationaux. La publication inclut une étude de cas (qui se penche sur les services de soins à la santé disponibles pour les non travailleurs et les travailleurs informels au Mexique), une section sur les droits de l'homme, une autre sur l'analyse budgétaire, une discussion sur le processus analytique utilisé pour relier les droits de l'homme et l'analyse budgétaire à une situation spécifique, une discussion détaillée sur comment ce processus est appliqué au cas étudié, et une section sur l'utilisation de l'analyse budgétaire dans la défense des droits de l'homme.

Pour obtenir des copies de *Dignity Counts* en anglais, contacter le "International Human Rights Internship Program" (IHRIP) à ihripescr@iie.org. Pour des copies en espagnol, contacter Fundar à fundar@fundar.org.mx.

Nouveautés dans la bibliothèque de l'IBP

Revue sur l'expérience de l'implantation de cadre de dépenses à moyen terme dans le contexte de PRSP: une synthèse de huit études de cas ("A Review of Experience in Implementing Medium-Term Expenditure Frameworks in a PRSP Context: A Synthesis of Eight Country Studies")

Par Malcom Holmes et Alison Evans/ *Center for Aid and Public Expenditure (CAPE) at the Overseas Development Institute (ODI)* (« Centre d'aide et de dépense publique à l'Institut du développement outre-mer »)

Ce document discute des résultats d'une étude comparative des cadres de dépenses à moyen terme ("Medium-Term Expenditure Frameworks" MTEFs) dans huit pays africains (le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Ghana, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, et l'Ouganda) et un pays européen (l'Albanie). Les rapports individuels sur chacun des neuf pays sont disponibles sur le site Internet du CAPE. Un guide de bonne pratique ("Good Practice Guidance Note"), qui a été préparé pour assister les confectionneurs de politiques publiques et les donateurs dans l'implantation d'un MTEF comme partie d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté, est aussi disponible sur le site Internet du CAPE.

Pourquoi les budgets sont importants: le nouvel agenda de l'administration des dépenses publiques ("Why Budgets Matter: The New Agenda of Public Expenditure Management")

Center for Aid and Public Expenditure (CAPE) at the Overseas Development Institute (ODI)

S'appuyant sur le nouveau paradigme d'administration des dépenses publiques, ce travail offre une vue d'ensemble de la théorie et des processus budgétaires contemporains et souligne l'importance de meilleures pratiques dans leur formulation et leur implantation. Il traite également de l'intersection des dépenses publiques et de l'aide au développement avec l'objectif de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

Assistance technique pour rendre l'allocation des ressources participative et en faveur des pauvres dans le Pacifique ("Technical Assistance for Making Resource Allocation Pro-Poor and Participatory in the Pacific")

Banque Asiatique de Développement (ADB)

Ce document montre comment un financement approuvé par l'ADB va fournir une assistance technique pour promouvoir la participation des ONG dans les efforts de réduction de la pauvreté dans les îles Fiji et Vanuatu. Les efforts régionaux pour impliquer les organisations de la société civile dans les processus d'allocation des ressources à tous les niveaux, avec une attention particulière pour les femmes et les enfants, seront évalués.

Annonces

CONFERENCE SUR L'ANALYSE BUDGETAIRE ET LES DROITS DE L'HOMME

Un programme d'apprentissage et de correspondance sur l'analyse budgétaire et les droits économiques, sociaux et culturels (les DESC) est en train d'être organisé par le réseau-DESC (ESCR-Net) en partenariat avec "Dignity International," Fundar – Centre d'analyse et de recherche, l'"International Budget Partnership" (IBP) et le "International Human Rights Internship Program." Le programme est conçu pour donner à des activistes les compétences pour appliquer les techniques de l'analyse budgétaire à leur travail sur les DESC.

La conférence se tiendra du 11 au 19 mars, en 2005, à Alcochete, au Portugal. La date limite pour postuler est fixée au 15 novembre. Pour plus d'informations, aller sur le site Internet de l'IBP: <http://www.internationalbudget.org/themes/ESC/index.htm> ou aller sur: www.escr-net.org.

CONFERENCE SUR LE PARTENARIAT GLOBAL POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE: LE ROLE DES INSTITUTIONS ACADEMIQUES ET DES SOCIETES DANS LA REALISATION DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU MILLENAIRE

L'Ecole de Comptabilité et d'Economie et l'Institut de Recherche sur l'Emploi de l'Université de Napier à Edinburgh, en Ecosse, vont accueillir une conférence afin de développer un cadre d'analyse du rôle des institutions académiques et des sociétés dans la réalisation des objectifs de développement du millénaire. Des délégations examineront de façon critique les facteurs influençant la contribution des universités au stock global de connaissance.

La conférence se tiendra du 8 au 10 novembre 2004. Pour davantage d'informations, aller sur: <http://www.uel.ac.uk/wrstd/conferences.htm>.

CONFERENCE SUR LES LECONS QUE PEUVENT NOUS ENSEIGNER LES APPROCHES BASEES SUR LES DROITS SUR LE THEME DE LA SANTE

L'Institut des Droits de l'Homme de l'Université de Emory, en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé, CARE USA, "The Carter Center human rights office" (office des droits de l'homme du Centre Carter), les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies, et "Doctors for Global Health," accueille une conférence sur les relations entre la santé et les droits de l'homme. Le public principal inclura des professionnels de la santé publique et du développement. Les sessions se dirigeront aux administrateurs de programmes et à des praticiens issus du secteur privé, public et non gouvernementaux. Une attention particulière sera portée aux études de cas et aux exemples de terrain. Les sujets traités concerneront la santé des enfants, le VIH/SIDA, les maladies infectieuses, la santé sexuelle et reproductive, les conflits, les réfugiés et les populations déplacées, et la pauvreté et d'autres facteurs déterminants pour la santé.

La conférence se tiendra du 14 au 16 avril 2005, dans le centre de conférence de l'Université d'Emory, à Atlanta, en Georgie, Etats-Unis. Pour davantage d'informations, contacter l'Institut des Droits de l'Homme, 1525 Clifton Road, Suite 108, Atlanta, GA 30322, USA (tel: 404/727-4609, fax: 404/727-8768).

COURS INTERNATIONAL SUR LA PLANIFICATION, LA SURVEILLANCE ET L'ÉVALUATION PARTICIPATIVES

Le Centre d'Agriculture International (IAC), situé dans les Pays-Bas, organise un cours qui se concentre sur comment concevoir et institutionnaliser des systèmes de planification, surveillance et évaluation participatives dans des projets et programmes pour un apprentissage continu et une efficacité renforcée. Une attention particulière est portée sur la relation entre les besoins et les responsabilités quant à l'administration de l'information, ainsi que sur les fonctions de planification, de surveillance et d'évaluation.

Le cours se tiendra du 7 au 27 février 2005, aux Pays-Bas. Pour davantage d'informations, visiter le site Internet de l'IAC: <http://www.iac.wageningen-ur.nl/iac/index2.htm?courses/module.cfm?code=61/20/2005>.